

UTILISATION DES CHÈQUES DANS LES TRANSACTIONS COMMERCIALES

Le oui mais... des opérateurs

L'avant-projet de décret exécutif élaboré par la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) avec la collaboration du ministère du Commerce, stipulant l'usage du chèque pour les paiements des montants de plus de 500 000 DA, est différemment apprécié par les opérateurs économiques.

Lotfi Mèrad - Alger (Le Soir) - Si pour certains, l'entrée en vigueur de ce mode de paiement permet de sécuriser les transactions commerciales et d'assurer une meilleure traçabilité de l'argent par le biais d'une écriture bancaire, pour d'autres, en revanche, il faut d'abord s'attaquer aux problèmes de fonds que connaissent plusieurs activités commerciales où circulent d'importantes liquidités. C'est notamment le cas des professionnels de l'immobilier. Il est de notoriété publique qu'en Algérie, le secteur de l'immobilier est devenu une véritable «blanchisserie» de l'argent sale. Un état de fait qui explique en partie la flambée des prix des logements, terrains et autres biens immobiliers. Abdelhakim Aoudat, vice-président de la Fédération nationale des agences immobilières (FNAI), considère que la démarche est bonne, néanmoins, «l'Etat devrait plutôt trouver en premier lieu des solutions au problème de la sous-déclaration des biens vendus ainsi que celui de la fiscalité immobilière» pour lutter efficacement contre le phénomène du blanchiment d'argent. «Tant qu'il y aura des sous-déclarations, il y aura de l'argent non déclaré qui passera sous la table», affirme le vice-président de la FNAI. De fait, l'un des principaux objectifs fixés à ce nouveau texte législatif, à savoir la lutte contre le phénomène de blanchiment d'argent, devient difficilement atteignable. Ce qui amènera Abdelhakim Aoudat à dire que «l'application de ce décret ne devrait pas pénaliser ceux qui travaillent honnêtement». A cela s'ajoute la culture de «ched med» de l'Algérien non habitué à l'utilisation des chèques bancaires dans ses achats. «Il faut donc un grand travail de sensibilisation en direction du public», dira le vice-président de la FNAI. Pour Mohamed Bairi, président de l'Association des concessionnaires automobiles d'Algérie (AC2A), l'usage du chèque réduit également les risques dans les transports de fonds et simplifie les opérations comptables au niveau des entreprises, indiquant au passage que «40% des transactions effectuées par les concessionnaires passent par les établissements bancaires». Un optimisme que ne partage pas le président de la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CCFC), Karim Mahmoudi. «Ce projet, s'il vient à être adopté, sera un pas positif, mais sa mise en œuvre demandera des moyens logistiques et juridiques très importants», estime-t-il, en notant à ce propos que cette démarche «entre dans le cadre de la modernisation des banques et non pas dans la réforme du système bancaire». Le président de la CCFC relèvera également que la mentalité et le fonctionnement de l'administration algérienne peuvent rendre «très difficile» l'application de ce décret, en faisant allusion aux véritables causes ayant poussé le gouvernement en 2006 à faire marche arrière pour l'instauration du paiement par chèque pour des montants dépassant les 50 000 DA.

L. M.

UN OUVRAGE DE RÉFÉRENCE

Comptabilité fiscale de l'entreprise

Enfin un ouvrage technique de référence de 300 pages, salué et recommandé, avec force par les professionnels à l'intention des praticiens d'entreprise et des étudiants. L'ouvrage de M. Barki, dont c'est la seconde édition, revue et enrichie par de nombreux exemples pratiques, est le plus riche et le plus didactique dans les deux domaines difficiles de la comptabilité et de la fiscalité d'entreprise, selon les avis des professionnels. Écrit dans un langage très accessible, suivant une méthodologie très didactique, il va, selon les avis des professionnels, devenir un ouvrage de référence incontournable pour ceux qui veulent résoudre les problèmes difficiles de la fiscalité dans la comptabilité, grâce aux études de cas et aux nombreux exemples traités dans cet ouvrage. Un ouvrage à découvrir, écrit par un universitaire rompu aux pratiques du terrain.

R. N.

L'ANCIEN MINISTRE ABDELATIF BENACHENHOU PLAIDE

«Autoriser Sonatrach à s'endetter à l'extérieur»

Avec un programme d'investissements à moyen terme (75 milliards de dollars), Sonatrach doit être autorisée à s'endetter à l'extérieur et doit être «musclée», selon l'ancien ministre des Finances, Abdelatif Benachenhrou.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A l'adresse des étudiants de l'Institut supérieur de gestion et de planification (ISGP) de Bordj-El-Kiffan, l'ancien ministre des Finances, le professeur Abdelatif Benachenhrou, a présenté hier en dix idées la problématique d'une meilleure croissance. Pour l'hôte de l'ISGP parfois très virulent, la croissance actuelle (création de richesses) est insuffisante en quantité, sujette à la volatilité des prix des hydrocarbures, et insuffisante en qualité, marquée par une productivité en baisse. Cela outre la régression de la valeur ajoutée de la production manufacturière. En second lieu, Abdelatif Benachenhrou rappelle l'excès de l'épargne sur l'investissement, la thésaurisation de l'argent en d'autres termes. Il note la concentration de l'argent entre trois opérateurs excédentaires : le Trésor public (une trésorerie de 3 500 milliards de DA), Sonatrach (1 000 milliards de DA) et les ménages (1 000 milliards de DA de dépôts bancaires), un investissement dispersé et une intermédiation bancaire insuffisante.

Les idées de Benachenhrou à propos de la croissance

Continuant, Abdelatif Benachenhrou a estimé que le PNDAR a profité beaucoup plus aux vendeurs d'équipements pour l'agriculture qu'aux agriculteurs eux-mêmes. Et d'insister sur la nécessité de soutenir le développement agricole tant financièrement qu'en réorganisant et clarifiant les droits de propriété et d'exploitation pour les travailleurs de la terre et en valorisant le foncier et actifs de production gelés. Selon le conférencier, le potentiel de développement de la substitution aux importations est «extrêmement important», citant notamment la production de rond à béton dont la production locale avoisine 400 000 tonnes pour une consommation locale de 2 millions de tonnes.

A ce propos, Abdelatif Benachenhrou a indiqué que l'existence d'une capacité «à l'arrêt» en laminaires est de 1,5 million de tonnes alors que le producteur Mittal continue, selon lui, d'importer du rond à béton et de négliger l'acier plat. Idem concernant la promotion et la diversification des exportations hors hydrocarbures, en valorisant le potentiel minier considérable, le marbre représentant un potentiel d'exportation de 150 millions d'euros et des réserves de 8 siècles, notera-t-il.

Il faut muscler Air Algérie, Algérie Télécom...

Pour Abdelatif Benachenhrou, développant les autres idées, «la privatisation est un moteur de la croissance quand elle est elle régulée». A charge de «suivre correctement» les processus de privatisation enclenchés (avant et après la cession), de faire représenter l'Etat actionnaire minoritaire ou pas par des administrateurs «compétents, courageux». Mais aussi d'améliorer la question centrale de la logistique portuaire pour développer l'attractivité aux investissements

directs étrangers. Bien gérer l'ouverture en somme, ce qui implique selon lui de «muscler les opérateurs historiques», les «joyaux de la République tenniss», Air Algérie, Algérie Télécom (Mobilis), la Cnan notamment qui perdent beaucoup de marchés. Egalement, Abdelatif Benachenhrou d'en appeler à un apport en capital, un transfert en matière de savoir-faire organisationnel, en matière de gestion, management et gouvernance, et en technologie, avec nos partenaires étrangers, les asiatiques notamment. D'inciter les entrepreneurs privés à «discuter, s'associer» dans de grands projets (secteur automobile notamment), à fructifier leurs gains, sans démentir du secteur public dont les cimenteries ont généré 14 milliards de dinars. L'invité de l'ISGP, d'en appeler à «bouger plus», «aller plus loin» et prendre exemple sur ses voisins (Tunisie, Maroc, Libye) qui «bougent beaucoup plus vite que nous» et sont «en avance».

Sonatrach compte investir 75 milliards de dollars en 5 ans

Pour Abdelatif Benachenhrou, la loi relative aux hydrocarbures a remis la compagnie Sonatrach au centre du dispositif d'investissements. «Il faut muscler Sonatrach», «la laisser travailler» et trouver et produire plus de pétrole et de gaz», ne cessera Abdelatif Benachenhrou de clamer. En rendant un hommage appuyé «au travail» du ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khellil. Pour l'hôte de l'ISGP, il faut également aider Sonatrach à «retenir» ses cadres qualifiés (dans le forage notamment), sortir de l'égalitarisme en matière de salaire,

En relevant que Sonatrach compte investir sur le moyen terme (2008-2012) un montant de 75 milliards de dollars, soit 15 milliards de dollars chaque année. Des investissements qui couvrent l'amortissement de l'aval (pétrochimie et production d'aluminium, en partenariat). Pour l'hôte de l'ISGP, le programme d'investissements de Sonatrach, une fois validé, doit être appliqué sans atermoiements et contraintes.

Pourquoi n'autorise-t-on pas Sonatrach à s'endetter à l'extérieur ?

Pour garantir à la compagnie pétrolière une stratégie de financement «digne de ce nom», validée et «libérée», Abdelatif Benachenhrou rappelle qu'il a longtemps plaidé pour que Sonatrach soit autorisée à s'endetter à l'international pour financer son programme. «Je ne vois pas pourquoi on n'autorise pas Sonatrach à s'endetter à l'international en termes de projet financing ?» questionnera-t-il. Ce qui permettra selon l'ancien grand argentier, de conserver certaines ressources financières de la compagnie au profit d'autres projets précis. D'autant que le recours exclusif à l'endettement interne risque, selon lui, d'être limité, avec des règles prudentielles restrictives et des fonds propres nationaux faibles et aisément absorbables par la compagnie nationale. Ainsi qu'un excès de l'épargne sur l'investissement qui risque d'être éphémère, «absolument passager», en raison de la volatilité des prix des hydrocarbures. «On n'est pas à l'abri d'un déclin des prix et d'un retournement de marché», fera-t-il remarquer.

C. B.

PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE D'ALUMINIUM À ORAN

Un coût de 7 milliards de dollars qui pourrait être financé par des banques algériennes

Lors d'une rencontre organisée lundi dernier au siège de Sonatrach Aval d'Oran, la presse a eu un bref aperçu sur un projet de grande envergure, en partenariat entre Dubai et Mubadala (Emirats arabes unis) et Sonatrach et Sonelgaz, de construction d'un complexe industriel de production d'aluminium à Béni-Saf.

Un projet qui est en cours d'étude depuis plus de trois ans, incluant l'étude de faisabilité, la mise en place des contrats et accords, la recherche et la mise en place des financements ainsi qu'une étude d'impact social et environnemental. Un projet qui suscite beaucoup d'interrogations sur son implantation sur une superficie de plus de 500 ha, soulevant à ce jour des préoccupations relatives à l'acti-

vité agricole qui pourrait être menacée ainsi que la perturbation de l'écosystème de la région, connue pour son port de pêche. Des préoccupations qui, nous diront M. B. Kenny, directeur du projet, et M. Houd, chef de projet, «sont prises très au sérieux et constituent l'une des grandes priorités des initiateurs de ce projet qui ne peut que servir la population avec notamment la créa-

tion de 2 500 emplois directs permanents pour l'exploitation du complexe et 7 500 emplois indirects et 11 000 postes durant le pic de la phase de construction». Le coût de ce projet est de l'ordre de 7 milliards de dollars dont le montage financier est, nous dit-on, toujours en cours mais devra avant tout être pris en charge par les banques locales, car, dira M. Houd, «actuellement, les banques algériennes ont de l'argent et instruction fut donnée afin qu'elles financent ce type de projet. Si toutefois elles n'y parviennent pas totalement, nous aurons alors recours à des banques extérieures». Ce complexe prévoit la production d'alumi-

nium primaire de 700 000 tonnes par an et sera doté d'une centrale thermique à cycle combiné de 2 000 mw dédiée et couplée à une unité de dessalement d'eau de mer pour une production de 46 000 m³/j, dont 40 000 seront réservées à la population. Concernant le gaz combustible qui alimentera ce complexe, environ 2 milliards de mètres cubes, il sera, nous dit-on, fourni par la station de compression Medgaz, actuellement en construction. Le projet est actuellement à sa phase préliminaire de développement, toutefois la durée de sa construction est de 37 mois qui débutera fin 2009.

Amel B.

COMPLEXE ARCELOR MITTAL D'ANNABA

35 millions de dollars affectés à l'environnement et à la rénovation des aciéries

Le nouveau patron du complexe Arcelor-Mittal veut manifestement mettre les bouchées doubles pour en améliorer les capacités des multiples unités, particulièrement les aciéries, et protéger l'environnement en réduisant les émissions toxiques.

Selon les déclarations du P-dg du complexe, Bernard Bousquet, «35 millions de dollars sont prévus. 62% de la somme indiquée est réservée à la rénovation et à la modernisation des aciéries et le reste, soit 38%, à la protection de l'environnement». «Des actions sont engagées dans tous les domaines dont le management, le technique, l'encadrement, et ce, afin d'enrichir et de consolider le volet formation. Au premier trimestre

2008, ce sont 700 personnes qui ont bénéficié de formation spécifique à ajouter aux échanges interentreprises du groupe», ajoutera notre interlocuteur.

Concernant l'objectif de production de l'acier liquide pour 2008, le P-dg dira : «A cause de l'accident de l'aciérie à oxygène n°2, survenu le 2 janvier dernier, il sera sans doute difficile d'atteindre l'objectif visé de 1,5 million de tonnes. Pour autant, nous ne désarçons pas. La

mobilisation et la bonne volonté sont là. Une batterie de mesures a été prise pour prévenir tout autre incident de ce genre. L'aciérie n°1 a été audité par un expert en sécurité dépeché par le groupe qui nous assiste dans toutes nos démarches sécuritaires et techniques».

Pour ce qui est du projet Bellara, dans la wilaya de Jijel et qui a suscité de grands espoirs chez la population de la région, le premier responsable du complexe indiquera qu'il «est effectivement assez ambitieux. Pour l'instant, nous sommes en phase de discussions avec l'ANDI pour l'attribution d'un terrain d'assiette. L'étude d'impact vient d'être

publiée, il s'agit donc de l'installation d'un laminoir d'une capacité de 600 000 tonnes de rond à béton couplé à une aciérie électrique et une usine de réduction de minerais d'une capacité de traitement de 7 millions de tonnes. Une partie de ce minerai traité sera exportée, le reste sera partagé entre El Hadjar et Bellara». M. Bousquet conclura que «la fondation Arcelor Mittal basée au Luxembourg a accordé un don de 100 000 dollars à deux associations locales dans le cadre d'un projet de promotion et d'assainissement environnementaux. Nous espérons que cela aboutira».

Daoud Allam